

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires  
Service Environnement, Eau et Forêt  
Bureau de la coordination et des procédures  
DDT/SEEF/BCP/BDE/CC  
n°

N° 1 7 1

ARRETE

de mise en demeure à l'encontre de la société  
à la Société d'Exploitation Thermique du  
Mirail (SETMI), 11 chemin de Perpignan à  
TOULOUSE.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux et notamment son article 10;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 autorisant la société SETMI à exploiter l'usine d'incinération du Mirail située 11 chemin de Perpignan sur le territoire de la commune de TOULOUSE et notamment son article 9.3.5.

Vu le rapport et l'avis émis par l'inspection des installations classées le 25 octobre 2010 ;

Considérant la communication de l'exploitant à l'inspection des installations classées le 13 octobre 2010 l'informant du dépassement, sur la ligne 1, de la durée cumulée maximale autorisée de fonctionnement montrant le dépassement d'une valeur limite de rejet atmosphérique (60,5 heures de dépassements pour un maximum de 60 heures par an autorisées) ;

Considérant que les dépassements de valeur limite de rejet atmosphérique sur la ligne 1 ont été principalement constatés sur les paramètres monoxyde de carbone (CO), poussières (TSP) et dioxyde de soufre (SO2) ;

Considérant que l'exploitation de la ligne 1 depuis le 13 octobre 2010 ne respecte plus les dispositions de l'article 3.1.1. des prescriptions techniques associées à l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 ;

Considérant que la durée cumulée maximale autorisée de fonctionnement montrant le dépassement d'une valeur limite de rejet atmosphérique (60 heures par an) permet de limiter l'impact de la SETMI sur son environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, au regard du nombre de dépassements de valeur limite de rejet atmosphérique du 1er janvier 2010 au 11 octobre 2010, d'anticiper et de limiter au maximum les dépassements qui pourraient intervenir du 11 octobre 2010 au 31 décembre 2010 ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner un risque notable pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

## A R R E T E

### **ARTICLE 1 :**

La Société d'Exploitation Thermique du Miral (SETMI), dont les installations se trouvent 11 chemin de Perpignan à Toulouse, ci-après dénommé « l'exploitant », est mise en demeure de respecter, dans les délais mentionnés, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes des articles 3.1.1. et 9.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 susvisé :

- sous 15 jours : l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère;
- sous 3 mois : l'exploitant prend le cas échéant et dans le respect de l'article R512-33 du Code de l'environnement, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques et inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement;
- l'exploitant doit respecter la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de traitement des effluents atmosphériques conformément à l'article 9.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004.

### **ARTICLE 2 :**

Afin de prouver que l'exploitant a respecté les dispositions de l'article 1 du présent arrêté :

- il informera, toutes les semaines, l'inspection des installations classées de l'évolution des compteurs 60 heures de la ligne 1,
- il informera, sous 15 jours, l'inspection des mesures prises concernant l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère et ainsi éviter des dépassements supplémentaires de valeur limite de rejet atmosphérique sur la ligne 1,
- il fournira, sous un mois, un rapport d'incident visant à présenter :
  - les causes du non-respect des prescriptions susvisées et des nombreux dépassements de valeur limite de rejet atmosphérique observés sur l'ensemble des lignes;
  - les actions correctives envisagées visant à garantir le strict respect, pour l'année 2011, des prescriptions susvisées;
  - l'échéancier de mise en œuvre des travaux éventuellement nécessaires.

**ARTICLE 3** – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**ARTICLE 4- Délai et voie de recours.**

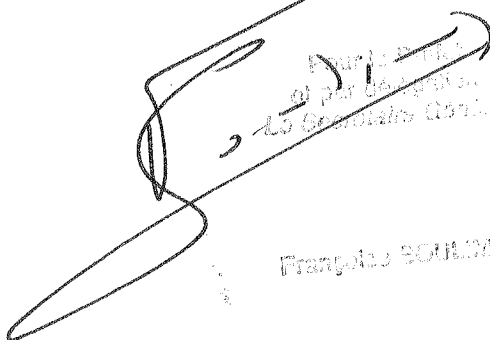
L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

**ARTICLE 5 -** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,  
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du  
logement, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société SETMI.

*Toulouse, le*

**10 DEC. 2010**

  
François SOULAM